



PROCÈS-VERBAL de la séance du Conseil Municipal du 30 mai 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le trente mai à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de POCÉ-LES-BOIS, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Frédéric MARTIN, Maire.

Date de la convocation : le 24 mai 2024

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents ou représentés : 13

Étaient présent(e)s : M. Frédéric MARTIN (Maire) - Mme Christine HAIGRON (1^{ère} Adjointe) - M. David BERTIER (2^{ème} Adjoint) - Mme Nadine BRARD (3^{ème} Adjointe) - M. Jean-François BORDAIS (4^{ème} Adjoint) – Mme Dorothée du PONTAVICE - Mme Danielle DROUYER - M. Christian BELLIER – M. Thierry MONTENAT - Mme Fabienne FROMONT - Mme Aurélie HAILLOT – M. Albéric JOHANET.

Étaient absent(e)s et excusé(e)s : M. Raboana RANAIVO (*procuration à M. Christian BELLIER*) - M. Kévin BEAUGRAND.

Le quorum étant atteint, M. Frédéric MARTIN, Maire de Pocé-les-Bois, déclare la séance ouverte à 20h00.

Les membres du Conseil Municipal désignent M. Albéric JOHANET, comme secrétaire de la présente séance.

Le Maire soumet ensuite à l'approbation de l'assemblée, le procès-verbal de la séance du 23 avril 2024 adressé à l'ensemble des élus. Aucune observation n'est formulée.

Ce dernier est adopté à l'unanimité et signé par le Président et le Secrétaire de ladite séance.

Ordre du jour :

1° DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE SES DÉLÉGATIONS ;

2° PERSONNEL COMMUNAL :

- Modification du tableau des emplois et des effectifs de la commune ;

3° RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC DES ABORDS DE LA HALLE :

- Avenant à la convention initiale (n°2023-0078) suite à la réévaluation du projet par rapport à l'APS ;

4° RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC DU PARKING DE L'ÉGLISE :

- Etude technique sommaire d'avant-projet ;
- Convention financière ;

5° EXTENSION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC DE L'ALLÉE DU TERTRE – Annule et remplace la délibération n°63-2023 :

- Actualisation de la convention suite à modification des modalités financières ;

6° MUTUELLE SANTÉ COMMUNALE – AXA ASSURANCE :

- Renouvellement de la convention ;

7° QUESTIONS DIVERSES.

OBJET n°1 : INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR M. FREDERIC MARTIN, MAIRE, EN VERTU DE SA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE (délibération du Conseil Municipal du 28 mai 2020) (Délibération n°26-2024)**COMMANDE PUBLIQUE :**

M. Frédéric MARTIN, Maire, informe le Conseil Municipal, en application de l'article L2122-22 du CGCT, des décisions suivantes prises dans le cadre de sa délégation de compétence relatives à la signature des marchés (travaux, fournitures et services) dans la limite de 90 000 € :

Objet	Attributaire	Montant HT notifié	Date de la notification
Fauchage, débroussaillage des voies communales, des chemins ruraux et gyrobroyage des zones spécifiques	SARL VALLEE Thierry 355000 MONTREUIL-SOUS-PÉROUSE	6 175.46 €	03/05/2024
Commande de protection galva (poteaux salle polyvalente)	ATPO 35500 POCÉ-LES-BOIS	423.00 €	13/05/2024
Aménagement d'une surface loisir au droit de la salle des sports	MAN TP 35500 MONTREUIL-SOUS-PÉROUSE	8 131.20 €	13/05/2024
Travaux de réfection du chemin de Heulé (délignement de la voie, rabotage et remise à niveau de la chaussée, reprofilage chaussée et accotement en GNT 0/31.5 compacté et mise en œuvre d'un enduit bicouche)	JOSEPH BEAUMONT TP 35133 BEAUCÉ	8 567.50 €	13/05/2024
Étude du réseau et établissement des plans et travaux de câblage de la fibre dans le cadre du projet de lotissement	SOLUTEL 56450 THEIX-NOYALO	13 450.00 €	13/05/2024
Location d'un coffret de chantier à l'atelier technique (du 15/10/2023 au 31/01/2024) et mise en place d'un câble d'alimentation du bâtiment	CEDELEC DOMOTIQUE 35500 POCÉ-LES-BOIS	303.16 €	14/05/2024
Remplacement des derniers éclairages de la salle multifonction par du led	CEDELEC DOMOTIQUE 35500 POCÉ-LES-BOIS	2 007.32 €	14/05/2024
Commande de 2 tables de pique-nique, 3 bancs, 7 corbeilles bi-flux (halle et aire de jeux)	PLAS ECO 14790 VERNON	13 523.50 €	15/05/2024
Commande d'étriers de protection pour la halle et d'une barrière tournante pour l'accès à la salle des sports	SELF SIGNAL 35510 CESSON-SÉVIGNÉ	1 217.00 €	15/05/2024
Commande d'un garde-corps côté salle des sports et d'une main courante escalier entre les deux parking niveau 1 et 2	SARL CORNEE ALAIN 35680 DOMALAIN	7 733.45 €	15/05/2024
Commande de vestiaires pour l'atelier technique (1 de deux portes et 2 d'une porte)	CODER 35530 SERVON-SUR-VILAINE	754.50 €	15/05/2024
Commande d'un boîtier Lexidata pour la bibliothèque	CANADA ORTHO – LEXIDATA 45400 FLEURY-LES-AUBRAIS	54.00 €	22/05/2024

Nettoyage de façades et ravalement de la salle multifonctions	HERVAGAUULT PEINTURE 35450 VAL D'IZÉ	18 306.15 €	29/05/2024
Réfection des joints de pierre du cabinet médical et du four à pain (Annulation du devis du 17/04/2024 pour un montant de 14 084.72 € HT suite à erreur de métrés)	BM TEXIER maçonnerie 35150 BRIE	20 054.60 €	29/05/2024

Monsieur le Maire précise que suite à la mise à jour du contrat d'assurance Villassur auprès de Groupama afin d'intégrer les nouvelles surfaces créées relatives aux bâtiments de la halle et de l'atelier, un avenant au contrat de + 53.94 € TTC a été signé pour la période courant du 14/05/2024 au 31/12/2024.

Le Conseil Municipal **PREND ACTE** des décisions prises par le Maire, en vertu de sa délégation de compétence, relatives à la signature des marchés (travaux, fournitures et services) dans la limite de 90 000 € HT.

URBANISME :

M. Frédéric MARTIN, Maire, fait part à l'assemblée qu'aucune déclaration d'intention d'aliéner n'a été reçue en mairie depuis la séance du 23 avril 2024.

Le Conseil Municipal **PREND ACTE** de cette information.

OBJET n°2 : PERSONNEL COMMUNAL – Modification du tableau des emplois et des effectifs de la commune (Délibération n°27-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles R.2313-3 et L.2313-1

Vu le Code Général de la Fonction Publique, articles L-542-2 et L-542-3

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services (création – suppression – modification de la durée hebdomadaire d'un poste).

En cas de suppression de poste ou modification de la durée hebdomadaire (*modification supérieure à 10% ou passage d'un TC à un TNC ou impactant l'affiliation à la CNRACL*), la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial (*la modification de la durée du poste correspondant à la suppression et la création simultanées*),

Compte tenu de la charge de travail qui incombe au service technique en matière d'entretien des espaces verts de la commune,

Considérant que l'adjoint technique territorial, en charge du nettoyage des bâtiments publics, de la gestion des états des lieux et des visites des salles, qui réalise depuis mai 2022, à titre

expérimental, 8 heures complémentaires en renfort du service technique sur des missions « espaces verts » satisfait aux besoins du service,

Considérant la demande écrite de cet agent pour formaliser ces 8 heures complémentaires et ainsi augmenter la durée hebdomadaire de son poste d'adjoint technique territorial,

Il est proposé de modifier la durée hebdomadaire de l'emploi correspondant, en supprimant le poste d'adjoint technique territorial de catégorie C, actuellement occupé par l'agent à hauteur de 19/35^{ème} et de créer un nouveau poste d'adjoint technique territorial de catégorie C, à hauteur de 27/35^{ème}.

Vu l'avis du Comité Social Territorial réuni le **18 avril 2024**,

Le Maire propose à l'assemblée :

- La modification de la durée hebdomadaire du poste susmentionné, qui suppose :
 - La suppression de l'emploi de catégorie C, d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 19 heures hebdomadaires,
 - et simultanément la création d'un emploi de catégorie C, d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 27 heures hebdomadaires,
- à compter du 1^{er} juin 2024, afin de répondre aux besoins du service technique en matière d'entretien des espaces verts.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité des votants :

- d'**ADOPTER** la proposition du Maire,
- d'**AUTORISER** le Maire à procéder à la déclaration de création de cet emploi permanent à temps non complet, sans diffusion d'offre d'emploi, auprès du Centre de gestion d'Ille-et-Vilaine,
- de **PRÉCISER** que le recrutement se fera en interne et que la rémunération et le déroulement de carrière correspondront au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux (catégorie C),
- de **MODIFIER** le tableau des emplois à compter du 01/06/2024, tel qu'annexé à la délibération,
- de **PRÉCISER** que les crédits sont inscrits au budget principal de la commune.

OBJET n°3 : RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC DES ABORDS DE LA HALLE - Avenant à la convention initiale (n°2023-0078) suite à la réévaluation du projet par rapport à l'APS (Délibération n°28-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Par délibération en date du 1^{er} juin 2023, le Conseil Municipal a :

- approuvé l'avant-projet sommaire établi par le Syndicat Départemental d'Energie d'Ille-et-Vilaine concernant les travaux de rénovation de l'éclairage public aux abords de la halle multi-usages, qui établissait à 13 865.78 € HT le coût des travaux et à 3 813.09 € HT la participation communale.
- autorisé le Maire ou son représentant, à signer la convention d'engagement à intervenir auprès du SDE 35 et toutes les pièces relatives à cette affaire.

Il précise que le 26 avril 2024, le SDE 35 a transmis un avenant en plus-value à la convention initiale n°2023-0078, suite à une réévaluation du projet par rapport à l'avant-projet sommaire (ajouts de candélabres supplémentaires).

La nouvelle estimation financière des travaux s'élève à 27 232.60 € HT, soit une plus-value de + 13 366.82 € HT par rapport à l'estimatif initial de 13 865.87 € HT.

La participation communale est également augmentée par rapport à l'avant-projet sommaire. En effet, le reste à charge communal passe d'un montant de 3 813.09 € HT à 7 488.96 € HT, soit une augmentation de + 3 675.87 € HT.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité des votants :

- d'**APPROUVER** l'avenant n°1 à la convention initiale n°2023-0078 portant réalisation d'une opération d'éclairage public aux abords de la halle multi-usages, tel que proposé par le Syndicat Départemental d'Energie d'Ille-et-Vilaine,
- d'**IMPUTER** le montant de la dépense correspondante sur les crédits ouverts au budget principal de la commune,
- d'**AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention d'engagement à intervenir auprès du SDE 35 et toutes les pièces relatives à cette affaire.

OBJET n°4 : RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC DU PARKING DE L'ÉGLISE – Etude technique sommaire d'avant-projet et convention financière (Délibération n°29-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Le Syndicat Départemental d'Energie (SDE) 35 nous a remis en date du 30 avril 2024, un avant-projet sommaire (APS) pour des travaux de rénovation de l'éclairage public, place de l'église (Rue de Vitré 35500 POCE LES BOIS).

Cet avant-projet comprend :

- une étude technique sommaire décrivant le projet et donnant une première estimation financière ;
- une convention d'engagement valable jusqu'au 31 décembre 2024 reprenant les engagements réciproques, y compris financiers, pour la mise en œuvre de cette opération.

Le tableau de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Nature de la dépense	Montant de la dépense HT	Participation communale HT
Rénovation de l'éclairage public de la place de l'église (Rue de Vitré) – Dossier n°PE24-0806	22 624.36 €	6 221.70 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité des votants :

- d'**APPROUVER** la réalisation des travaux de rénovation de l'éclairage public place de l'église (Rue de Vitré), qui représentent pour la commune une participation à hauteur de 6 221.70 € HT ;
- d'**ADOPTER** l'étude technique sommaire relative aux travaux précités, telle que proposée par le Syndicat Départemental d'Énergie d'Ille-et-Vilaine (SDE 35) en date du 30 avril 2024,
- d'**IMPUTER** le montant de la dépense correspondante sur les crédits ouverts au budget principal de la commune,
- d'**AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la convention d'engagement à intervenir auprès du SDE 35 et toutes les pièces relatives à cette affaire.

OBJET n°5 : EXTENSION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC DE L'ALLÉE DU TERTRE (*annule et remplace la délibération n°63-2023*) - Actualisation de la convention suite à modification des modalités financières (Délibération n°30-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre de la liaison piétonne à créer sur la parcelle cadastrée section AB n°159, dans le prolongement de l'allée du tertre, et sous réserve de l'aboutissement de la procédure d'acquisition de ce terrain auprès de la SCI des écoles, le Conseil Municipal par délibération en date du 30 novembre 2023, a :

- ⇒ approuvé l'avant-projet sommaire établi par le Syndicat Départemental d'Énergie d'Ille-et-Vilaine pour la réalisation de travaux d'extension de l'éclairage public dans le prolongement de l'allée du Tertre, qui établissait le montant prévisionnel des travaux à 34 124.20 € HT et la participation communale à 19 280.17 € HT ;
- ⇒ autorisé le Maire ou son représentant, à signer la convention d'engagement à intervenir auprès du SDE 35 et toutes les pièces relatives à cette affaire.

Considérant que la procédure d'acquisition de la parcelle privée cadastrée section AB n°159 est toujours en cours,

Considérant que la convention d'engagement avec le SDE 35 pour cette opération n'a pu être signée avant la date limite de validité fixée au 31 décembre 2023,

Considérant que les modalités financières du SDE 35 pour ce type de travaux ont évolué au 1^{er} janvier 2024,

Afin de pouvoir engager l'étude détaillée et les travaux précités, il convient d'approuver la convention financière à procédure simplifiée mise à jour aux conditions de 2024 qui annule par conséquent la convention initialement transmise en date du 10 octobre 2023 ainsi que la délibération correspondante n°63-2023 en date du 30 novembre 2023.

L'avant-projet sommaire transmis par le SDE 35 en date du 10 octobre 2023 décrivant le projet et estimant les travaux à hauteur de 34 124.20 € HT reste inchangé.

En revanche, la participation communale est augmentée de + 8 019.19 € HT par rapport à 2023, en raison de la baisse cumulée du taux de prise en charge des travaux par le SDE 35 (20 % en 2024 contre 30% en 2023) et du taux de modulation (1 en 2024 contre 1.45 en 2023).

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité des votants :

- d'**APPROUVER** la réalisation des travaux d'extension de l'éclairage public aux abords du futur lotissement, dans le prolongement de l'allée du tertre, qui représentent pour la commune une participation à hauteur de 27 299.36 € HT ;
- d'**ADOPTER** l'étude technique sommaire relative aux travaux précités, telle que proposée par le Syndicat Départemental d'Énergie d'Ille-et-Vilaine (SDE 35) en date du 10 octobre 2023,
- d'**IMPUTER** le montant de la dépense correspondante sur les crédits ouverts au budget principal de la commune,
- d'**AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la convention d'engagement à intervenir avec le SDE 35 pour les travaux précités et toutes les pièces relatives à cette affaire, une fois la procédure d'acquisition de la parcelle AB n°159 signée.

OBJET n°5 : MUTUELLE SANTÉ COMMUNALE (AXA ASSURANCE) - Renouvellement de la convention (Délibération n°31-2024)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Au 2^{ème} trimestre 2023, la mairie avait été démarchée par la société d'assurance AXA afin de l'aider à communiquer sur leur offre promotionnelle de mutuelle santé, auprès des habitants ayant leur résidence principale sur la commune de Pocé-les-Bois, et plus particulièrement auprès des retraités, commerçants, artisans et demandeurs d'emploi.

Cette opération promotionnelle appelée « offre promotionnelle assurance santé pour votre commune », nécessitait pour la compagnie d'assurance, un accord préalable du Conseil Municipal et la signature d'une convention avec la commune.

Par délibération en date du 4 mai 2023, le Conseil Municipal avait approuvé la signature de cette convention avec la compagnie d'assurance AXA France.

Une réunion publique d'information à la salle polyvalente avait été organisée par la société AXA France le 12 septembre 2023.

La convention arrivant à échéance le 12 juin prochain, la compagnie d'assurance AXA France sollicite auprès du Conseil Municipal, le renouvellement de la convention pour une année supplémentaire, à compter du 13 juin 2024, selon les mêmes modalités que la précédente convention.

Pour rappel cette convention n'entraîne aucun engagement financier de la commune.

Le rôle de la commune se borne à :

- assister la société AXA France dans l'information à donner aux administrés concernant la tenue d'une réunion publique organisée par la société AXA France ;
- mettre à disposition de la société AXA France, une salle pour la tenue de ladite réunion publique ;
- aider à mettre en relation les habitants avec l'assureur ;
- indiquer les coordonnées des habitants qui en feraient la demande à l'assureur, sans remise à ces derniers de documents.

En aucun cas, la commune ne saurait être tenue responsable de la relation juridique à venir entre l'assureur et les habitants. Aucun conseil ni aucune assistance en matière d'assurance ne sera apportée par la Commune.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à la majorité des votants (*abstention : M David BERTIER*) :

- d'**APPROUVER** la demande de renouvellement de la convention à intervenir avec la société d'assurance AXA France ;
- d'**AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention avec effet au 13 juin 2024 ;
- de **RAPPELER** que toute autre demande de même motif déposée par d'autres compagnies d'assurance, présentant les mêmes conditions et engagements de la part de la collectivité seront traitées de la même façon.

QUESTIONS DIVERSES

• **Demande d'un administré pour aménager une zone de voirie communale :**Monsieur le Maire expose à l'assemblée la demande de l'administré :

Un administré a fait part à la mairie, de son intention d'engager des travaux d'enrobé sur sa propriété située allée de la cour bénite. Sa cour jouxte la voirie communale (parcelle cadastrée section ZE 314). Pour harmoniser l'état de la voirie en ces lieux, cet administré demande à la mairie si des travaux de voirie complémentaires peuvent être réalisés simultanément par la commune sur une portion de voirie communale (un triangle de voirie d'environ 32 m²). Un devis estimatif des travaux a été remis à la mairie par l'administré concerné. Les travaux à charge de la commune s'élèveraient à environ 1 850 € TTC.

Monsieur le Maire précise qu'un programme d'aménagement urbain de cette zone sera lancé par la commune d'ici la fin de l'année afin de valoriser les terrains alentours. En travaillant sur cette partie du bourg, il faudra nécessairement à terme, retravailler l'enrobé de l'allée de la cour bénite qui est actuellement dans un état de délabrement avancé.

Question posée au Conseil : réalisons-nous les travaux de voirie demandés par cet administré tout de suite ou attendons-nous la réalisation des travaux d'aménagement urbain envisagés sur cette zone ?

⇒ *Après en avoir débattu, le Conseil Municipal à l'unanimité des votants exprime son accord sur la demande de l'administré en conditionnant toutefois la réalisation de ces travaux, à la prise en charge par le demandeur de la moitié des frais liés aux bordures.*

INFORMATIONS AU CONSEIL :• **Halle :**

- Réception des travaux faite le 15 mai 2024.
- Commission « Développement durable » du 23 mai 2024 : cette réunion a permis de faire un point sur l'avancement des préparatifs liés à l'inauguration de la halle, de consolider la liste des marchands potentiels et de revoir le règlement de marché :
 - Concernant le règlement de marché, celui-ci devra intégrer les observations émises par M MARTINEAU représentant du syndicat des commerçants et artisans des marchés d'Ille-et-Vilaine à l'issue de la réunion de la Commission.
 - Concernant l'inauguration de la halle, la date envisagée initialement était celle du 20 septembre 2024. L'AMR 35 tenant son Assemblée Générale ce même soir, la présence d'élus locaux risque d'être très limitée. La date de report ainsi proposée est celle du 27 septembre 2024 à 18H30 (en attente de validation par les financeurs).
 - Distributeur de pizza « Just Queen » : en libre-service.

- **Télégestion de l'éclairage des abords de la Vilaine :** une demande a été faite auprès du SDE 35 afin de pouvoir agir au niveau communal, sur l'allumage et l'extinction de l'armoire A04 correspondant au secteur des abords de la Vilaine, où des événements ont lieu régulièrement. Le modèle d'horloge installé sur cette armoire permettrait à la commune via une application mobile, d'allumer ou d'éteindre l'éclairage à distance.

• **Lotissement communal du Chêne :**

- Commission « Lotissement » : une réunion s'est tenue le 28 mai dernier et a permis d'arrêter les prix des 56 lots du lotissement communal du Chêne. Le Conseil Municipal sera invité à délibérer sur ce point lors de sa séance du mois de juillet.
- Retour sur la rencontre du 22 mai 2024 avec un représentant du Crédit Mutuel de Bretagne. Deux autres banques seront contactées prochainement : la banque des territoires (contact transmis par le crédit agricole) et la banque postale. La vente des lots devra rembourser l'emprunt bancaire.
- Un nouveau rendez-vous est à fixer avec Acanthe et le bureau de maîtrise d'œuvre TECAM.

• **Réunions Vitré Communauté :**

- 03 juin à 15h en mairie : rdv avec le conseiller en énergie partagé (Antoine JARRIER) de Vitré Communauté pour échanger sur le projet d'audit énergétique de la salle multifonctions.
- 07 juin de 19h à 21h à Val d'Izé : réunion sur le projet de transfert de compétence urbanisme/PLU dans le contexte foncier contraint par le ZAN (Zéro Artificialisation Nette).
- 20 juin à 10h00 en mairie : entretien avec le bureau d'études ALTEREO, missionné par Vitré Communauté dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur de gestion des eaux pluviales urbaines, afin d'échanger sur la thématique des eaux pluviales.

• **Séjour « ELI »** : la 1^{ère} session « ELI » qui s'est déroulée du lundi 29 avril 2024 au vendredi 3 mai 2024 a accueilli 21 jeunes. Cette année le séjour d'été (2^{ème} séjour) se déroulera du lundi 26 au vendredi 30 août 2024.

• **Date du prochain CM** : mardi 2 juillet à 20h30.

Plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Maire lève la séance à 22h30 puis remercie les membres du Conseil.

Fait à Pocé-les-Bois, le 14 juin 2024.

Le Président de séance,
Frédéric MARTIN,
Maire



Le Secrétaire de séance
Albéric JOHANET,
Conseiller Municipal

